

Chômage, austérité, guerres...

Hollande : trois ans au service du patronat !

Tract Téléperformance du NPA Bordeaux - n°6 - Mai 2015



Rafale, la course à la guerre...

Cela faisait 30 ans que Dassault attendait ça : le voyageur de commerce Le Drian et son chef Hollande ont réussi à vendre 24 avions Rafale au Qatar, après l'Inde et l'Égypte. La presse ne tarit pas de cocoricos : justice serait enfin rendue à ce « bijou de la technologie française » ! Et, nous dit-on, ce serait pour la Région une « aubaine pour l'emploi »... Comme si on ne pouvait pas utiliser les connaissances technologiques pour faire des productions utiles à la société au lieu d'engins destinés à détruire et répandre la mort !

Ces ventes successives de Rafale ne sont pas le fruit des compétences de marchands de tapis de Hollande et Le Drian. Elles résultent des affrontements géopolitiques qui ne cessent de s'exacerber sur l'ensemble de la planète. Une course généralisée à l'armement se développe à grands pas, accompagnant les guerres ouvertes qui ensanglantent de nombreuses régions du monde, en préparant de nouvelles pour s'arracher les marchés et l'accès aux matières premières.

Hollande vient d'annoncer un budget supplémentaire de 3,8 milliards d'euros pour l'armée française... Des milliards qui sont pompés sur les autres budgets de l'État au détriment de la santé, de l'éducation, etc., et qui iront grossir les dividendes des marchands de canons. Et des centaines de jeunes, trompés par la propagande de recrutement du ministère de la Défense, iront eux risquer leur peau dans **les sales guerres que l'impérialisme français prétend mener au nom de la lutte contre le terrorisme... en fait pour l'uranium du Niger ou les réserves de pétrole et de diamants en Afrique Centrale.**

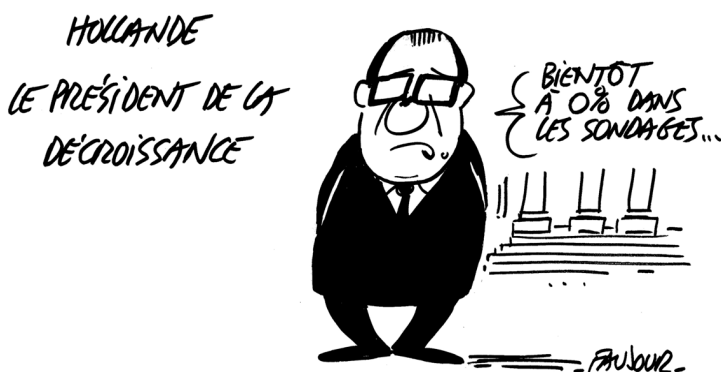
Gouvernement-patronat : même combat !

En France, c'est une même politique au service des capitalistes que mènent Hollande et son gouvernement. Le patronat n'a même pas besoin de demander pour recevoir des milliards d'euros.

Hollande n'a pas chômé en trois ans : code du travail et droits des salariés taillés en pièces, généralisa-

tion du travail le dimanche, répression syndicale en guise de dialogue social... Sans compter les attaques sur les droits sociaux et démocratiques telle la loi sur le renseignement qui vient d'être votée par la droite et la gauche main dans la main, qui permet d'espionner tout un chacun et remet en cause les libertés fondamentales.

Le bilan de ces trois ans est lourd : **en 2015, plus de 8 millions de personnes vivent avec 964 euros par mois**, un enfant sur 5 est pauvre, 3,6 millions de personnes sont mal-logées ou sans-abri, une personne sur cinq renonce aux soins de santé, entre 5 et 6 millions de personnes sont en exclusion bancaire et 765 000 ménages sont surendettés.



En finir avec l'austérité !

Sourd et aveugle face au mécontentement populaire, le gouvernement poursuit l'offensive et prépare de nouvelles attaques.

C'est à nous maintenant de préparer la contre-offensive et une bonne fois pour toute faire reculer ce gouvernement qui comme les précédents s'attaque aux droits des travailleurs et aux peuples.



15%, ça nous va !

15%, c'est l'augmentation du dividende de l'action TP pour que vient de voter le 7 mai l'assemblée générale des actionnaires. Nous aussi on pourrait se réunir en assemblée générale des salariés et voter 15% d'augmentation pour nos salaires. Après tout, c'est nous qui faisons tourner la boîte.

Après, c'est juste une idée... pour l'instant.

Centre d'appels de Darty-Bègles : une pause s'impose !

Les salariés du plateau de Darty font face à des problèmes pour leurs pauses. Le plateau n'est pas reconnu sur la convention collective des bureaux d'études et centre d'appels... mais sur celle du commerce d'électroménager (Darty oblige) car dans la boîte il y a aussi un centre de techniciens et une plateforme logistique. **Du coup rien n'oblige les managers à accorder une pause pour moins de 6 heures travaillées** : résultat souvent des matinées de 5h45 sans décrocher du téléphone pour les salariés !

Autre problème : les pauses sont programmées à heure fixe avec obligation d'être le seul de son poste en pause.

Mais comme les appels ne finissent jamais à heure pile, les pauses se décalent. Donc les salariés sont obligés de prévenir les collègues suivant sur le tour de pause qu'ils devront attendre encore un peu plus à cause du décalage. Mais parfois, pour ne pas faire subir ça à leurs collègues, ils écourtent eux même leurs pauses.

Comme souvent, sur les plateaux, les managers utilisent ces formes de pression collective (tableau etc.) pour que les salariés se sentent obligés de travailler plus et plus. Chez eux, comme à TP Bordeaux, il faut se battre pour notre droit aux pauses.

Congés Restent Maintenus !

A Chauny, dans l'Aisne, les salariés du centre d'appels Euro CRM ont été une centaine à débrayer lundi

et mardi derniers. Ils protestent contre des réorganisations prévues par la direction dans le but de supprimer deux jours de congés.

Nos patrons sont tous les mêmes. Ils rêvent d'un monde où pauses et congés n'existeraient pas. Il faut gueuler pour les sortir de ces rêveries !

Leader Price Pessac Cab de Bos : les salariés font payer leur patron

Les salariés de ce Leader Price ont fait 6 semaines de grève (dont 5 en grève totale) face aux détériorations subies depuis le rachat de leur magasin : heures supplémentaires non payées, absence de contrats pour les CDD, manque d'effectifs, conditions de travail et d'hygiène dégradées, licenciement de l'ancien responsable... **Le magasin était devenu une vraie zone de non droit du travail.**

Pour augmenter la pression sur Leader Price (et sur le groupe Casino qui est derrière), ils se sont adressés à la population, à la presse, sont allés rendre visite à d'autres magasins et ont saisi toutes les occasions de faire parler de leur lutte. Ils ont organisé une manifestation dans le quartier jusqu'à leur magasin. La solidarité a joué pour relayer leur lutte, parmi le réseau militant de différentes entreprises et parmi les habitants du quartier, nombreux à les soutenir.

A quelques-uns, les salariés de Leader Price ont obligé l'inspection du travail à intervenir et à demander des comptes au patron. **Le 5 mai, face à la médiatisation gagnée par leur bagarre, la direction a cédé. Les salariés, qui ne voulaient plus revenir dans le magasin, ont pu obtenir dans leur rupture conventionnelle la prise en compte et le paiement de toutes les heures supplémentaires, des repos compensateurs et la requalification des CDD en CDI, en plus de leurs indemnités.**

Face à l'offensive des patrons et du gouvernement, leur bagarre vient rappeler que par nos luttes, par le rapport de force et la solidarité, on peut changer les choses !



C'est quoi ce tract ?

Ce bulletin est le vôtre !

Une info à partager, un coup de gueule, envie de s'exprimer sur les conditions de travail ou sur la société en générale ? N'hésitez pas à nous écrire !

Le NPA diffuse régulièrement des bulletins devant plusieurs grandes entreprises de Gironde. Nous y expliquons ce que nous pensons sur l'actualité politique mais ils servent aussi de liens entre les salarié-e-s.

Pour nous écrire : contact@npa33.org